

glaise, il y a un article, l'article 15, qui dispose que :

A la reine continuera d'être et est par le présent attribué le commandement en chef des milices de terre et de mer et de toutes les forces militaires et navales en Canada.

Cet article est reproduit dans l'article 4 du projet de loi, mais celui-ci contient un autre article, l'article 18, qui décrète que :

En temps critique le Gouverneur en conseil peut mettre la marine, ou en mettre toute partie que ce soit à la disposition de Sa Majesté pour service général dans la marine royale, ainsi que tous vaisseaux ou navires de la marine et tous marins servant sur ces vaisseaux ou navires ou tous officiers ou marins appartenant à la marine.

Voici ce que je désire faire observer. Comment peut-on concilier ces deux articles? Dans l'un, le commandement en chef des forces navales du Canada est attribué au roi; dans l'autre, le Gouverneur en conseil peut mettre ces forces à la disposition de Sa Majesté pour service général en temps critique.

M. LANCASTER: C'est une tentative de supprimer une prérogative qui appartient exclusivement au gouvernement impérial.

M. SCHAFFNER: C'est mon avis. A propos de la loi concernant l'Amérique septentrionale anglaise, je désire citer un passage du discours du chef de l'opposition, passage qui renferme en germe plus d'issues que tout ce que j'ai entendu dire depuis quelque temps. Voici ce que disait mon honorable ami de la loi concernant l'Amérique septentrionale anglaise :

Si l'empire disparaît, l'Acte de l'Amérique britannique du Nord disparaît également, et avec lui disparaissent les garanties constitutionnelles qu'il comporte. Tout retombe dans le chaos et l'obscurité. Ce qui sortirait de ce chaos, quelle situation constitutionnelle en résulterait, quelle répercussion auraient ces événements, de quel côté pencherait la balance, entre les forces en luttant, personne n'aura la hardiesse de le prédire, ni la sagesse de le prévoir.

Peut-on en douze lignes énoncer plus de sages idées que notre chef n'en a mis dans ces quelques phrases? J'ai fait connaître mon sentiment dans mes observations préliminaires. Je crois qu'il ne devrait y avoir qu'une seule marine, une marine impériale, sous un seul chef. Je suis d'avis que c'est le seul moyen, le moyen le plus économique—si l'on veut envisager la question au point de vue des affaires—le moyen le plus sûr de protéger nos routes commerciales et d'assurer la stabilité de notre grand pays.

Mais, les députés de la droite semblent s'appesantir sur cet aspect de la question. L'opposition a mis tout en œuvre afin de les persuader. Je n'espère pas faire plus, ni même autant qu'ont fait plusieurs membres

M. SCHAFFNER.

de la gauche pour les convaincre que les circonstances sont critiques.

Sir Wilfrid Laurier a déclaré, cela va sans dire, que l'Angleterre s'arme, que la France s'arme, que l'Autriche s'arme et que toutes les nations s'arment le plus qu'elles peuvent. Pourquoi? Ce n'est pas pour attaquer les autres, mais de crainte d'une attaque, de crainte que les autres ne les attaquent. Que peut-on logiquement inférer de cet argument, si ce n'est que nous devrions renforcer la marine impériale parce que nous craignons, pour d'excellentes raisons, que, dans un avenir prochain, l'Allemagne ne nous attaque? Je me propose de citer—ce qu'on a déjà fait—les paroles de ceux qui croient que les circonstances sont critiques. Car, il n'est pas nécessaire d'approfondir les raisonnements des députés de la droite pour s'apercevoir que la principale raison pour laquelle il ne veulent pas que le Canada offre des Dreadnought, c'est l'absence du danger. Je constate que des hommes comme lord Rosebery, sir Edward Grey, le très honorable Reginald McKenna, le très honorable Alfred Lyttleton, le très honorable M. Balfour et le très honorable M. Asquith—des hommes qui appartiennent à tous les groupes politiques en Angleterre—ont déclaré que les temps sont critiques. Je ne rapporterai pas aujourd'hui des paroles qu'ils ont prononcées au cours de la lutte électorale qui vient de prendre fin en Grande-Bretagne. J'avoue que quelques-uns d'eux ont, pendant cette lutte, tenu un langage qui n'est pas absolument uniforme aux déclarations que je rappellerai maintenant. Mais, il ne faut pas oublier que c'était au plus fort de l'une des batailles politiques les plus acharnées qui se soient livrées en Grande-Bretagne. Au lieu de rapporter leurs discours au long, je ne citerai que les passages qui ont directement trait à la question. Trois mois avant la prorogation des Chambres, lors du congrès de la presse de l'empire, lord Rosebery disait :

Maintenant, messieurs, vous me pardonnerez si j'aborde ensuite et sur-le-champ la question de beaucoup la plus importante que vous aurez à discuter au cours de ce congrès et celle qui intéresse le plus l'empire dans son ensemble: je veux dire la question de la défense de l'empire.....Ainsi donc tout fait prévoir une ère de paix....

Il dit que la paix règne.

....et d'autre part, en dépit de cette absence totale de sujets de froissements, jamais dans l'histoire du monde n'a-t-on eu le spectacle de préparatifs de guerre aussi menaçants, aussi terribles. Tel est le signe qui me paraît le plus redoutable.....Je reconnais que cette préparation générale à la guerre doit à certains égards inspirer de vives inquiétudes aux amis de la Grande-Bretagne et de l'empire britannique.

Lord Rosebery éprouvait certainement un sentiment d'anxiété. Il est vrai que le leader de la Chambre (sir Wilfrid Laurier),